

Les États-Unis face au « Printemps arabe »

Steven Ekovich

| Professeur à l'AUP, *The American University of Paris*.

Les États-Unis ont abordé le Printemps arabe avec circonspection, c'est-à-dire non sans une certaine crainte, mais surtout avec un minutieux pragmatisme. Chaque épisode de révolte a été examiné dans sa spécificité, au cas par cas, en fonction de la dynamique interne de chaque pays et de l'importance des intérêts américains concernés. Washington craignait que le *statu quo* qui avait prévalu jusqu'alors, intégrant le soutien à des régimes autoritaires qui assuraient le maintien d'une certaine stabilité et d'un équilibre régional favorable à ses intérêts, ne s'effondre, entraînant des conséquences jugées catastrophiques. Confronté à une situation aussi incertaine, le président Obama n'a pas élaboré d'ambitieuse stratégie d'ensemble face aux aléas de l'évolution du monde arabe. Il n'a d'ailleurs pas réagi à cette succession de révolutions avec beaucoup de passion. Le Président a plutôt semblé se comporter comme si ces événements constituaient de dérangeantes perturbations à son agenda de politique intérieure. Quoi qu'il en soit, pour tout Président, la politique intérieure prend le pas sur la politique étrangère, sauf si les intérêts vitaux de la nation sont en jeu. C'est seulement dans le cas de l'Égypte que la Maison-Blanche a joué un rôle central de l'extérieur. Pour le reste, le Président a évité de prendre des initiatives au milieu de ces convulsions régionales. Et la seule ligne générale qui a été mise en avant, a été l'affirmation du soutien habituel des Américains à la démocratie et à l'État de droit. Mais il s'agit d'une orientation politique de fond, commune à tous les Présidents récents.

Les réactions des États-Unis au Printemps arabe sont par conséquent aussi diverses que le soi-disant « printemps » lui-même, car chaque soulèvement, chaque révolution, possède ses propres particularités. Néanmoins, ce pragmatisme américain ne se réduit pas à un simple réalisme cynique. La Maison-Blanche de Barack Obama reste attachée aux valeurs et aux institutions de la démocratie libérale, considérant que leur progrès dans le monde n'est pas seulement positif en soi, mais favorise aussi les intérêts des États-Unis et de leurs alliés, au moins sur le long terme. Ces attermoissements donneront par la suite l'impression d'une incohérente politique américaine au Moyen-Orient.

Avant d'analyser l'attitude de l'Administration Obama vis-à-vis de chaque révolution arabe, il convient de rappeler les objectifs à long terme de la diplomatie américaine au Moyen-Orient.

Celle-ci s'organise autour de plusieurs grands axes : *la garantie d'un approvisionnement en pétrole ; la non-prolifération des armes de destruction massive* (avec ici une certaine ambiguïté implicite dans la mesure où Israël est *de facto* une puissance nucléaire) qui s'insère dans la perspective plus vaste, pour certains utopique, d'éliminer de la planète toutes les armes nucléaires ; *la défense de l'existence et donc la sécurité de l'État d'Israël*, malgré les désaccords fréquents concernant la politique israélienne envers les Palestiniens ; *une Palestine indépendante*, mais à condition qu'elle soit démocratique et en paix avec son voisin ; *la lutte contre le terrorisme ; l'encouragement à une ouverture des marchés*, au libre-échange et au développement économique ; *la démocratisation de la région ; la paix et la stabilité.*

Il convient d'ajouter que toutes ces grandes orientations sont partagées par l'Europe, même si les tactiques employées pour les réaliser divergent, et parfois s'affrontent. Néanmoins, une grande différence de nature subsiste quant à la présence américaine dans la région et celle de plusieurs de ses alliés européens (*cf.* S. Ekovich). Au cours de leur histoire, les États-Unis n'ont jamais entrepris au Moyen-Orient un quelconque projet colonial ou impérial au sens classique et traditionnel du terme. La présence américaine a été, et demeure, essentiellement celle d'une puissance libérale et commerçante, malgré ses interventions militaires récentes de grande envergure en Irak et en Afghanistan. La nature de cette présence libérale confère aux Américains un avantage, à savoir l'absence de toute rancune des peuples colonisés envers leurs anciens colonisateurs, mais souffre en revanche, bien que d'une façon relative, de l'absence de connaissance intime des cultures et mœurs de la région.

Il serait réducteur de soutenir que les États-Unis n'ont qu'une vision simpliste de la région. Néanmoins, il faut prendre en compte le fait que la civilisation américaine est si foncièrement et inébranlablement libérale que toute sa politique, intérieure comme extérieure, en est une expression, même si le côté pragmatique de son idéologie constitutive mène sa diplomatie à entreprendre des alliances de circonstances et des projets qui l'éloignent de ses valeurs profondes. Mais la sécurité prime la simple poursuite des valeurs, au moins dans le court terme. C'est là le propre de tout État, sans exception. Cependant, il est essentiel de noter que l'idéalisme et le réalisme sont liés dans la mesure où les démocraties libérales ne se font pas la guerre entre elles et s'avèrent être les meilleurs partenaires économiques, ce qui n'empêche pas, bien évidemment, les Américains de commercer avec les pays non démocratiques. Il faut, alors, évaluer le soutien des États-Unis aux révolutions arabes à l'aune de leur culture politique ainsi que des objectifs américains actuels dans la région. Le dosage des objectifs de leur politique étrangère au Moyen-Orient et, par conséquent, dans le monde arabe, se décline en fonction de la conjoncture propre à chaque pays, et d'un président à un autre. Par exemple, seul un nombre restreint de ces orientations s'applique à la Tunisie tandis que l'ensemble des axes de leur politique régionale s'applique à leurs relations avec l'Égypte et les pays de la péninsule Arabique.

L'étincelle tunisienne

Intéressons-nous en premier lieu au cas de la Tunisie, puisque ce sont les Tunisiens qui, les premiers, ont déclenché les mouvements politiques et sociaux que l'on qualifie désormais de « Printemps arabe ». S'agissant de la Tunisie, les intérêts américains demeurent très réduits au regard de l'éventail de leurs objectifs au Moyen-Orient. Il s'agit en l'occurrence de maintenir la lutte contre le terrorisme ; l'encouragement à une ouverture des marchés, au libre-échange et au développement économique ; la démocratisation de la région ; et, bien entendu, la paix et la stabilité. Sur le plan commercial, il faut noter que les intérêts américains sont de loin très inférieurs à ceux de la France. Même les investissements dans le secteur des hydrocarbures sont très limités. La France demeure toujours le premier partenaire économique de la Tunisie sur plus d'un plan, avec 1 300 entreprises françaises, ou à participation française, installées en Tunisie en 2011. La même année, on ne comptait que 74 entreprises américaines installées en Tunisie (*cf.* S. Ekvovich). L'intérêt porté à ce pays restera toujours bien moindre que celui de la France et d'autres partenaires économiques de la Tunisie.

Dès lors, l'objectif qui demeure central reste la poursuite et le soutien de la démocratie en Tunisie. Mais l'encouragement à la démocratie n'est pas seulement perçu comme un simple but en soi, une simple célébration des valeurs partagées. La réussite de la démocratie en Tunisie, pionnière dans le monde arabe, serait un précieux exemple des possibilités de démocratisation pour d'autres peuples arabes. Et dans la mesure où la démocratie gagnerait du terrain là où il n'y avait précédemment que des régimes autoritaires (ne respectant aucunement les droits de l'homme et l'égalité des femmes) le camp des États-Unis et de ses alliés s'en trouverait renforcé. Ce camp prospère, où les démocraties libérales tissent aisément les liens commerciaux et les investissements réciproques, sera aussi davantage enrichi.

Les relations entre les États-Unis et la Tunisie ont toujours été paisibles et positives. Pendant la lutte de la Tunisie pour son indépendance, des contacts existaient entre Américains et certaines factions de la résistance tunisienne, notamment celle d'Habib Bourguiba. Le lien avec le futur Président a été établi et entretenu par le consul américain Hooker Doolittle, dont une rue à Tunis porte aujourd'hui le nom, en reconnaissance pour son dévouement envers le combat pour l'indépendance tunisienne et son attachement à la population arabe. Bourguiba a gardé toute sa vie une place dans son cœur pour le diplomate américain qu'il a toujours appelé « mon ami ». Allant parfois à l'encontre de sa hiérarchie au sein du Département d'État des États-Unis, qui avait une préférence pour la *realpolitik* que soutenait la France aux dépens de la population arabe, Doolittle a œuvré pour une reconnaissance des forces politiques tunisiennes qui allaient conduire le pays à rompre avec la France et instaurer l'indépendance. Doolittle a même joué un rôle clé pour protéger Bourguiba de la répression française, et a très probablement sauvé la vie de celui qui est devenu le père fondateur de la nation.

Les archives diplomatiques de la présidence Kennedy nous enseignent que dès l'indépendance acquise, la Tunisie chercha à se tourner vers les États-Unis afin de faire contrepoids à la France. Par la suite, la Tunisie a constitué un allié pour Washington en Afrique du Nord. Néanmoins, Washington a progressivement laissé le pays travailler avec ses « partenaires naturels » européens et régionaux. Même pendant les périodes de crises au Moyen-Orient, les relations se sont toujours rétablies rapidement, reflétant les solides liens bilatéraux. Mais si les États-Unis restent un allié du pays, cela ne se traduit pas forcément par un soutien inconditionnel à la personne du chef d'État, qu'il s'agisse de Bourguiba ou de Ben Ali. Les critiques formulées dans les dépêches rendues publiques par *WikiLeaks* deviennent particulièrement sévères lors des dernières années de pouvoir Ben Ali. La plupart des Tunisiens sont au courant du célèbre télégramme intitulé « Ce qui est à vous est à moi », qui fustige la corruption de la famille du Président et du clan Trabelsi. L'effet amplificateur de la contestation politique de cette dépêche, ainsi que le soutien rapide du président Obama à la révolution tunisienne, sont entrés dans les annales de la Tunisie.

La pierre angulaire égyptienne

Si les intérêts américains demeurent plutôt limités en Tunisie – la présence de Washington, son influence et ses moyens de pression restent donc assez réduits – il en va tout autrement dans le cas de l'Égypte. La politique américaine à l'égard de l'Égypte a longtemps été conçue comme un investissement dans la stabilité régionale et le maintien du traité de paix de 1979 entre l'Égypte et Israël. Les Présidents américains successifs ont toujours considéré le gouvernement égyptien comme une puissance exerçant une influence modératrice au Moyen-Orient. Cette stratégie de stabilité a été construite principalement sur la coopération militaire. Washington a fourni à l'Égypte en moyenne 2 milliards de dollars d'aide économique, et surtout militaire, par an, depuis 1979. L'Administration Obama a proposé pour l'année 2011, 1,3 milliard de dollars d'aide militaire contre 250 millions consacrés à l'économie. Des officiers égyptiens venaient étudier et s'entraîner en Amérique. Tous les deux ans, les armées des deux pays participaient à des manœuvres d'envergure.

Mais la recherche de stabilité autour du régime de Hosni Moubarak n'a pas empêché Washington de plaider constamment en faveur de l'amorce d'une démocratisation, surtout ces dernières années. Même si, en général, les prises de position du Congrès des États-Unis sur les relations avec l'Égypte ont conduit de nombreux législateurs à considérer ce pays comme une force stabilisatrice régionale, certains membres ont voulu faire pression sur le gouvernement égyptien pour qu'il mette en œuvre des réformes politiques, améliore les droits de l'homme et joue un rôle plus actif dans l'apaisement des tensions israélo-arabes. Ainsi, les attitudes américaines à l'égard du système politique de l'Égypte ont oscillé entre une opposition passionnée à un régime perçu comme brutal, et l'acceptation passive et résignée d'un gouvernement stable qui appuie très largement les objectifs de politique

étrangère américaine au Moyen-Orient, en particulier la poursuite de la paix israélo-arabe (cf. J. M. Sharp). Après tout, c'est au Caire, au début de sa présidence en juin 2009, que Barack Obama a choisi de prononcer son premier grand discours sur les relations américaines avec le monde arabe, énonçant des grands principes audacieux et ouvrant la porte au dialogue. Il faut admettre que l'Administration Obama n'a pas été la seule à tergiverser pendant le Printemps arabe. Toutes les chancelleries occidentales ont cherché à définir leur marge de manœuvre dans cette région très volatile, prises entre la volonté de maintenir leurs intérêts et le désir de demeurer fidèle aux principes moraux énoncés par le président Obama au Caire.

Durant la crise en Égypte, Washington a été obligé de marcher sur une corde raide. Obama et ses conseillers ne voulaient pas abandonner avec légèreté un allié de trente ans, mais ne souhaitaient pas non plus tourner le dos à la rue et aux exigences légitimes des manifestants que Barack Obama lui-même avait énoncées dans son discours prononcé précisément au Caire. Le dilemme est devenu le suivant : comment sauvegarder l'alliance, ne pas donner l'impression de lâcher des « amis » fiables dans les moments cruciaux, tout en condamnant les atteintes aux droits de l'homme ? L'évolution des événements a finalement poussé Washington à préconiser une transition en bon ordre, mais en faveur d'un « gouvernement répondant aux aspirations du peuple égyptien » et qui ne déboucherait pas sur un nouveau régime encourageant « la violence et le chaos ». Compte tenu de l'ampleur considérable de son aide militaire établie de longue date, Washington détenait un puissant levier pour infléchir le comportement des militaires égyptiens, et leur faire respecter les appels à la retenue des forces de l'ordre. La Maison-Blanche aurait d'ailleurs indiqué que les États-Unis pourraient revoir cette assistance en fonction de la réponse du régime de Moubarak aux manifestations. L'acte d'équilibre diplomatique s'est soldé par l'abandon du Président égyptien, mais pas de l'aide américaine. Il faut ajouter que face aux troubles, la Maison-Blanche a été traversée par des dissensions coriaces entre conseillers de sécurité nationale. Ce qui peut contribuer à expliquer les lenteurs dans la prise de décision et la tiédeur de certaines déclarations d'Obama pendant la crise (cf. Ch.-Ph. David et É. Vallet). Ces hésitations entre un soutien à un régime légitime (qu'il s'agisse de celui de Moubarak ou de Morsi) – ou à la majorité du peuple égyptien, attestent que les États-Unis ont donc à chaque fois un train de retard.

L'idéalisme face à l'épreuve libyenne

L'orientation américaine à l'égard de l'insurrection libyenne et de la guerre civile qui a suivi s'apparente plus au cas tunisien qu'à celui de l'Égypte. À l'instar de la Tunisie, les intérêts américains en Libye sont de loin moins importants que ceux des Européens. Cet état des lieux est bien reflété dans les propos du secrétaire à la Défense des États-Unis Robert Gates, qui affirmait pendant la crise libyenne qu'il appartenait aux Européens de s'occuper des désordres dans leurs voisinages. Dans cette optique, les Américains sont restés en seconde ligne sur le front libyen.

Leurs efforts militaires se sont essentiellement cantonnés à la fourniture d'avions pour le ravitaillement en vol et la réalisation d'opérations de brouillage et de surveillance. Cette posture a donné naissance à la doctrine de *leadership from behind*, qui a été ensuite interprétée par le journaliste américain Ryan Liza comme la ligne générale de la politique étrangère de Barack Obama. Son article est devenu une référence célèbre. De surcroît, le Président ne voulait surtout pas se mettre en contradiction avec ses propres critiques de l'action de son prédécesseur à la Maison-Blanche en engageant des forces de combat américains directement sur le sol d'un pays arabe.

Dès lors, l'implication de Washington dans les troubles libyens s'est d'abord et essentiellement traduite par des initiatives diplomatiques auprès du Conseil de coopération du Golfe, de la Ligue des États arabes et de l'Otan, qui ont abouti à la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU. Le travail diplomatique a été suivi par des sanctions, puis par la mise en œuvre de la zone d'exclusion aérienne autorisée par la résolution 1973, dont l'interprétation très large et controversée a conduit à une action militaire. Celle-ci a dépassé le cadre d'une protection aérienne de la population libyenne et a évolué vers l'objectif de l'élimination du régime de Mouammar Kadhafi. Tout cela a été accompli en conjonction avec l'aide humanitaire et le développement des relations diplomatiques avec les rebelles. Washington a reconnu officiellement le Conseil national de transition libyen comme le gouvernement légitime de la Libye. Mais la décision d'Obama d'intervenir en Libye s'est accompagnée d'un schisme au sein de son équipe de sécurité nationale, affrontement idéologique entre réalistes et idéalistes. Le chef de file des réalistes, le secrétaire à la Défense Robert Gates, ne voyait pas l'intérêt pour les Américains d'une quelconque intervention militaire, tandis que les idéalistes estimaient qu'il fallait prévenir un massacre de la population en Libye.

Dans le camp des interventionnistes se trouvaient plusieurs femmes influentes à la Maison-Blanche, à commencer par Hillary Clinton (le Secrétaire d'État), Anne-Marie Slaughter (directrice du *Policy Planning* du *U.S. State Department*) et Samantha Power (*Special Assistant* auprès de Barack Obama et directrice de l'*Office of Multilateral Affairs and Human Rights* au Conseil national de sécurité). Power est considérée comme vraisemblablement le personnage clé au sein de l'Administration Obama qui est parvenue à convaincre le Président d'intervenir militairement en Libye. Elle a commencé sa carrière en couvrant les guerres yougoslaves en tant que journaliste, et a été lauréate du Prix Pulitzer pour son livre *A Problem from Hell*, une étude sur la réponse américaine au génocide. Elle occupe actuellement le poste d'ambassadeur auprès de l'ONU.

L'échec du rapprochement avec la Syrie

Pour compléter le tour d'horizon des pays méditerranéens arabes actuellement dans la tourmente, nous arrivons à la Syrie. Les relations américaines avec

Damas sont tendues depuis de nombreuses années. Le gouvernement américain a imposé une série de sanctions économiques draconiennes contre la Syrie, aboutissant à son inscription sur la liste des États soutenant le terrorisme. Depuis 2000, un ensemble de sanctions économiques ont été adoptées sous l'Administration Bush. Le *Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act* interdit l'essentiel des exportations vers la Syrie, à l'exception de la nourriture et des médicaments. En mai 2010, le président Barack Obama a renouvelé cette série de sanctions, en dépit d'une politique de rapprochement avec la Syrie, comprenant la reprise des relations diplomatiques (cf. J. M. Sharp). Cependant, à la suite de la répression violente et brutale de Damas contre les manifestants, les relations se sont considérablement refroidies et de hauts responsables américains, y compris Obama lui-même, ont appelé à plusieurs reprises à la démission du président syrien Bachar al-Assad. Cette prise de position est advenue progressivement, reflétant la prudence et le réalisme de la Maison-Blanche.

Dans les premières semaines de l'insurrection, les États-Unis ont choisi de ne pas répondre immédiatement aux abus criants perpétrés par les forces de sécurité syriennes contre les manifestants pacifiques. À la fin du mois de mars 2011, la Secrétaire d'État Clinton a même parlé d'Assad comme d'un « réformateur » et a déclaré que le Président syrien était capable de répondre convenablement aux demandes de son peuple. À mesure que la situation en Syrie se détériorait, la patience de Washington a faibli et à la mi-août 2011 le président Obama a clairement affirmé qu'Assad devait démissionner. L'ambassade américaine, récemment ouverte à Damas, a été fermée. Obama a fait l'objet de vives critiques pour avoir attendu six mois de massacres avant de prendre position contre Assad. Par la suite, les États-Unis ont fortement insisté pour que le Conseil de sécurité des Nations unies adopte une résolution condamnant la répression et applique des sanctions économiques contre la Syrie. Toutefois, la Russie et la République populaire de Chine ont exercé leur droit de *veto* pour bloquer la proposition (cf. J. M. Sharp et C. M. Blanchard). La politique d'Obama de « *reset* » des relations avec la Russie a commencé à battre de l'aile. Une étude réalisée par l'Institut des études stratégiques de l'armée des États-Unis estimait que la chute éventuelle du régime Assad aurait peu d'impact sur les intérêts américains. Cette étude concluait qu'avec la chute d'Assad, un nouveau régime syrien, à condition qu'il prenne le chemin de la démocratisation, pourrait à terme constituer un partenaire important dans le processus de paix israélo-arabe et dans la lutte contre le terrorisme (cf. W. A. Terrill). Les événements qui ont suivi ont brouillé cette vision, transformant le jeu d'intérêts de Washington.

Israël et son rempart américain

Puisque la sécurité de l'État d'Israël est une pierre angulaire de la diplomatie américaine dans la région, il faut nécessairement s'arrêter un moment sur l'influence du Printemps arabe sur le triangle des relations entre Américains,

Israéliens et Palestiniens. La sécurité de l'État d'Israël n'est pas négociable pour les États-Unis. Washington défendra toujours l'existence d'Israël. C'est une donnée inévitable pour toute analyse des relations israélo-américaines. Tous les Présidents, depuis Harry Truman, ont été favorables à Israël. Harry Truman a d'ailleurs fait état de son soutien malgré les réticences, et même l'hostilité, des diplomates du département d'État. Ce soutien est d'autant plus solide qu'il bénéficie de l'appui du Congrès des États-Unis ainsi que de l'opinion publique. En dépit du fait que les Israéliens ne se sont jamais autant méfiés d'un Président américain que de Barak Obama, et que les relations entre l'occupant de la Maison-Blanche et le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou sont très tendues, Obama a été hostile aux démarches palestiniennes pour intégrer l'ONU comme membre de plein droit. La diplomatie américaine estime qu'un siège palestinien n'apporterait en aucune manière une solution au trop long conflit entre Israël et les Palestiniens. Washington considère que seules les négociations directes entre les deux voisins pourraient aboutir à la création d'un État palestinien en paix avec Israël. En suivant ce raisonnement, Obama a annoncé qu'il apposerait un *veto* au sein du Conseil de sécurité à toute tentative de Mahmoud Abbas de poursuivre ses démarches pour entrer comme membre de plein droit aux Nations unies. Décidément, le « Printemps arabe » n'est pas advenu dans les relations israélo-palestiniennes. Cette prise de position du Président américain a fortement contribué à l'érosion déjà entamée de l'image des États-Unis dans l'opinion publique du monde arabe (cf. *Pew Research Center* et J. Zogby).

Golfe Persique ou golfe Arabe ?

À part en Égypte, la turbulence du Printemps arabe qui sème le trouble en Méditerranée ne perturbe que très peu les intérêts majeurs des Américains – qui se situent essentiellement dans le golfe Persique (ou, pour reprendre la terminologie officielle de la marine nationale des États-Unis, le « golfe Arabeique »). C'est là que tous les objectifs de la diplomatie américaine se trouvent hautement concentrés, et porteurs de risques explosifs. C'est au Bahreïn, la base de la 5^e Flotte de la marine nationale américaine, la composante navale de l'*U.S. Central Command*, qu'un soulèvement risque de mettre en danger la position stratégique de Washington dans le Golfe. Il faut remarquer que cette présence navale américaine au Bahreïn n'est pas récente, elle existe depuis 1949, bien avant l'indépendance du royaume. En effet, le Bahreïn est de longue date un allié proche des États-Unis, ce que soulignent clairement les dépêches diplomatiques révélées par *WikiLeaks* (cf. E. Dickenson). Dans un passé récent, le Bahreïn a fourni des installations de soutien militaire à plusieurs occasions lors de conflits dans la région.

Inspirés par les révoltes du Printemps arabe en Tunisie et en Égypte, des milliers de Bahreïnais, majoritairement chiites, sont descendus dans les rues pour réclamer un changement politique afin de limiter les pouvoirs de la famille régnante Al-Khalifa. Ce soulèvement de certains éléments de la population chiite à Bahreïn

a provoqué une violente répression de la part des autorités. Que ce fût le résultat de tensions inhérentes à leur situation sociale, économique et politique par rapport à leurs compatriotes sunnites, ou le résultat d'une tentative de subversion par le régime chiite de Téhéran, ou une combinaison des deux, la réaction très musclée du gouvernement de Bahreïn a posé un grand défi à Washington. De surcroît, les Saoudiens sont intervenus au Bahreïn car Riyad considère la survie de la monarchie voisine comme un de ses intérêts vitaux. Les États-Unis ne pouvaient pas exercer de forte pression sur les Saoudiens, du moins ouvertement, sans provoquer une crise dans leurs relations. L'alliance avec l'Arabie Saoudite est trop cruciale pour les intérêts américains. Washington est donc resté publiquement discret quand l'armée saoudienne s'est précipitée au Bahreïn pour aider la maison royale à apaiser la situation.

C'est par conséquent le Bahreïn qui a constitué dans le golfe Arabe l'épicentre des grandes préoccupations américaines aux tremblements provoqués par le Printemps arabe. La Maison-Blanche s'est trouvée écartelée entre sa volonté de préserver les relations avec un dirigeant qui soutient les intérêts de la politique étrangère américaine et le risque de s'aliéner davantage l'opinion publique arabe en tournant le dos aux revendications populaires. Beaucoup de critiques ont été prompts à souligner le « deux poids et deux mesures » d'Obama, qui fustige fortement la Russie et la Chine sur la Syrie, mais qui reste silencieux sur les exigences de la rue à Manama. Cependant, les médias nous révèlent que les États-Unis ont quand même exercé une pression discrète, en coulisses, sur le gouvernement de Bahreïn, l'incitant à employer des moyens moins musclés pour contrôler les manifestants et à engager des réformes politiques. Les protestations de Washington sont devenues de plus en plus publiques (*cf.* K. Watson).

Croiser le fer au Yémen

Enfin, dans la péninsule Arabique, le Yémen représente un défi grave pour les intérêts américains, en particulier pour la sécurité des États-Unis (*cf.* J. M. Sharp). Le soulèvement de la population yéménite contre le gouvernement autoritaire du président Ali Abdullah Saleh a vite évolué en un conflit armé sanglant. Le chaos qui en est résulté a permis l'émergence d'un certain nombre de groupes islamistes radicaux, certains contrôlés par *Al-Qaïda*. Le danger pour les États-Unis serait que le pays glisse dans l'anarchie et se fragmente en plusieurs entités politiques autonomes, dont certaines pourraient tomber sous l'influence des groupes terroristes. *Al-Qaïda* dans la péninsule Arabique (AQPA), une organisation islamique armée, active principalement au Yémen et en Arabie saoudite, a déjà tenté de mener des actions terroristes contre les États-Unis. En 2000, eut lieu l'attentat-suicide à la bombe contre le destroyer *USS Cole* qui se trouvait dans le port yéménite d'Aden. Le jour de Noël 2009, ce fut la tentative d'attentat sur un avion se dirigeant vers les États-Unis. Le passager terroriste avait caché des explosifs plastiques dans ses sous-vêtements, mais n'a pas réussi à les faire exploser. AQPA a revendiqué la

tentative. En octobre 2010, deux paquets, contenant chacun une bombe composée de 300 à 400 grammes d'explosifs plastiques et un mécanisme de détonation, ont été trouvés sur des avions-cargos en route vers des villes américaines. Les bombes ont été découvertes à la suite de renseignements communiqués par le chef de la sécurité d'Arabie Saoudite. Leurs points de départ étaient le Yémen. Encore une fois, *AQPA* a revendiqué la tentative.

De nouvelles victoires au Yémen pourraient dynamiser *AQPA* et l'inciter à entreprendre davantage d'actions contre l'Occident et son allié l'Arabie saoudite. Les résultats du Printemps arabe ont conduit les États-Unis à renforcer leurs frappes militaires directes et soutenues, par le déploiement de drones armés qui ciblent les terroristes sur le territoire yéménite. Néanmoins, le *leadership* américain a aussi œuvré sur le plan politique avec l'Arabie saoudite et les cinq autres membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) pour qu'ils poussent le président Saleh à quitter le pouvoir et mettent en œuvre, avec leurs partenaires du Golfe, des programmes pour tenter de stabiliser le Yémen.

Conclusion

Le soulèvement qui a conduit à une révolution en Tunisie, et s'est ensuite propagé comme une traînée de poudre dans de nombreuses autres parties du monde arabe, a pris toutes les chancelleries du monde par surprise. L'architecture relativement stable des intérêts en place pendant des décennies a été ébranlée dans ses fondements, et dans certains endroits, s'est complètement effondrée. Washington regardait d'un œil bienveillant la fin de l'ancien régime corrompu en Tunisie et le lancement d'une démocratie arabe. Toutefois, lorsque la clé de voûte de l'Égypte a commencé à se fissurer et un soulèvement à Bahreïn a menacé les grands intérêts économiques et militaires des États-Unis dans le Golfe, la Maison-Blanche a été obligée de mobiliser l'ensemble de ses atouts diplomatiques et une partie de ses ressources militaires pour tenter en urgence de prévenir un effondrement désastreux de sa position géopolitique dans la région. En fin de compte, les Américains ont réussi à éviter ce scénario, du moins pour l'instant. À l'instar de tous les événements historiques de grande ampleur, le nouveau faisceau de circonstances de cet ébranlement du monde arabe a engendré des revers, mais aussi des perspectives positives. Par exemple, certains des ennemis les plus acharnés de Washington se retrouvent du mauvais côté des révoltes arabes. C'est principalement le cas en Syrie. L'Iran et son relais arabe libanais *Hezbollah* ont clairement soutenu M. Assad, au motif qu'il constitue un rempart de l'« axe de résistance » contre Israël.

Les réactions multiples et pragmatiques de la diplomatie américaine, dictées par les nécessités du réalisme, ont étayé la position de Washington, mais ont également contribué à une importante érosion de l'image des États-Unis dans le monde arabe, image que Barack Obama avait espéré améliorer au début de son

mandat. Une fois de plus dans l'histoire de la diplomatie des États-Unis, les Américains ont dû conjuguer le tropisme profond de leurs valeurs démocratiques avec leurs intérêts matériels et les dures réalités de la scène internationale. Dans le monde arabe d'aujourd'hui, Washington doit désormais s'adapter à une multitude de nouvelles données et entreprendre de reconstruire sur d'autres bases son réseau d'alliances et sa place dans les cœurs et les esprits arabes. L'issue est loin d'être claire.

ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

- Steven Ekevich : « Les États-Unis, l'Europe et les crises au Moyen-Orient », *Géostratégiques*, n° 15, février 2007.
- Steven Ekevich : « Le Printemps arabe, la Tunisie et les États-Unis », *La révolution tunisienne : début d'une nouvelle ère dans les pays arabes* ; Fondation Temimi et Konrad Adenauer Stiftung, 2012.
- Jeremy M. Sharp : « *Egypt: Background and U.S. Relations* », *Reports for Congress* ; Congressional Research Service, 28 janvier 2011.
- Charles-Philippe David et Élisabeth Vallet : « Égypte : un premier test de politique étrangère pour Obama », *Le Devoir*, 2 février 2011.
- Ryan Liza : « *The Consequentialist: How the Arab Spring remade Obama's foreign policy* », *The New Yorker*, 2 mai 2011.
- Jeremy M. Sharp : « *Syria: Background and U.S. Relations* », *Reports for Congress* ; Congressional Research Service, 26 avril 2010.
- Jeremy M. Sharp et Christopher M. Blanchard : « *Syria: Unrest and U.S. Policy* », *Reports for Congress* ; Congressional Research Service, 24 mai 2012.
- W. Andrew Terrill : « *The Arab Spring and the Future of U.S. Interests and Cooperative Security in the Arab World* », *Strategic Studies Institute* ; United States Army War College, 2 août 2011.
- Pew Research Center* : « *Arab Spring Fails to Improve U.S. Image* », Global Attitudes Project, 17 mai 2011.
- James Zogby : « *Arab Attitudes, 2011* », Arab American Institute Foundation.
- Elizabeth Dickenson : « *Cables illuminate U.S. relations with Bahrain, potential for unrest* », *Foreign Policy*, 17 février 2011.
- Katy Watson : « *U.S. pressures Bahrain to control protests* », *Marketplace: American Public Media*, 17 février 2011 ; « *Under U.S. pressure, Bahrain to stop prosecuting pro-democracy athletes* », *The Daily Star: Lebanon News*, 9 décembre 2011 ; « *Resist US pressure says NUA* », *Gulf Daily News*, 9 juillet 2011 ; « *US urges Bahrain to exercise restraint* », *Middle East Online*, 26 avril 2012.
- Jeremy M. Sharp : « *Yemen: Background and U.S. Relations* », *Reports for Congress* ; Congressional Research Service, 10 avril 2012.



Même pas peur !

J'étais à la manif, l'autre dimanche. Oh ! Je n'ai pas crié « Je suis Charlie », slogan douteux même si je comprends qu'il faille bien quelque chose de simple pour catalyser l'émotion. Les marcheurs ont d'ailleurs dit beaucoup plus de choses que ce slogan. J'y suis allé parce que « c'est mon pays, qu'il ait tort ou raison » et qu'il était important, cette fois, de manifester l'unité nationale. De signifier la patrie, même si cela changeait des monuments aux morts où ce sentiment s'exprime habituellement. Quand la France est attaquée, peu importent les motifs, on se défend. La défense, ici, exigeait de répondre présent, de répondre « même pas peur ! ». De même que je suis régulièrement allé rendre hommage aux morts au combat, quand leurs cercueils passaient sur le pont Alexandre III, de même il fallait dire un mot à nos compatriotes tombés.

Mais une fois cette union nationale manifestée, bien des questions surviennent. J'ai beaucoup écouté ceux qui m'ont dit « Je ne suis pas Charlie ». Effectivement, je suis troublé quand on me parle de « liberté d'expression ». Celle-ci est-elle la liberté d'injure, prenant toujours les mêmes cibles faciles (jamais d'autres), toujours au-dessous de la ceinture, toujours outrageante ? Ont-ils vraiment contribué au « Vivre ensemble » pour utiliser le sabir du moment ? Et si on peut aller jusqu'à ces excès, au nom de quoi condamner tel ou tel ? L'incitation à la haine n'est-elle pas également partagée, de façon pareillement haïssable ? Ce n'est pas une raison pour tuer. Le crime doit être condamné, toujours.

Je pense aussi à ces enfants perdus, ces trois Français (car ils sont français) qui décident un jour d'attaquer leur pays. Comment en arrive-t-on là ? Peut-être parce que notre « système » marche sur la tête et fonctionne non pas malgré, mais grâce à des franges qui sont exclues de la vie commune. École en panne, non-emploi, contrôles incessants, vide quotidien. Qu'on ne me dise pas qu'il faut faire des efforts et que cela ne dépend que d'eux. Quand on a 3 millions de chômeurs depuis des années, cela ne dépend pas « que d'eux » mais aussi de nous et de notre acceptation de cette relégation. Cela dépend aussi du système qui ne cesse d'affirmer « il n'y a pas d'autre solution ».

Enfin, si je n'ai pas peur, je demeure très inquiet. Inquiet que ce formidable mouvement ne soit qu'un feu de paille, l'ultime éclat d'une société rassemblée avant que les clivages révélés ne dégénèrent. Inquiet de voir des communautés se replier car renvoyées à leur identité imposée. Inquiet de voir les tensions s'approfondir au risque de l'irréparable. Inquiet que l'escalade de la violence n'en soit qu'à ses débuts, dans cette « guerre » d'un genre nouveau (puisqu'il paraît que nous sommes en guerre) où l'État n'en pourra mais devant la multiplication des incidents et agressions, démultipliées et s'aggravant selon le cycle bien connu action-réaction, provocation-répression. Pas peur, mais inquiet.

L'Épine